

Kôgun

DU MÊME AUTEUR

La guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941, Passés composés,
2019.

Franck Michelin

Kôgun
Histoire de l'armée impériale japonaise
1853-1948

PASSÉS/COMPOSÉS

Cartographie : Aurélie Boissière

ISBN : 978-2-3793-3171-8

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2026, septembre

© Passés composés / Terre Neuve Éditeurs, 2026

5, allée de la 2^e division blindée, 75015 Paris

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*À Kaoruko, qui m'a soutenu tout au long de cette aventure.
À ma mère, disparue trop tôt.*

Sommaire

Note liminaire	11
Abréviations	13
Introduction. L'énigme japonaise	17
Chapitre 1. L'agonie de l'ordre féodal	31
Chapitre 2. Naissance de l'armée impériale	61
Chapitre 3. Les forces armées en ordre de marche	83
Chapitre 4. Les premiers conflits extérieurs	95
Chapitre 5. La maturité	133
Chapitre 6. La puissance japonaise dans l'ordre mondial	159
Chapitre 7. Désarmement, modernisation, mobilisation	183
Chapitre 8. Le retournement	219
Chapitre 9. Les troubles de l'ère Shôwa	261
Chapitre 10. L'incident de Chine	303
Chapitre 11. Vers la guerre totale	329
Chapitre 12. Du nord au sud	355
Chapitre 13. 1941, l'année de tous les dangers	389
Chapitre 14. La guerre du Pacifique	427
Chapitre 15. La mise à mort	461
Conclusion. Une résurrection ?	485
Notes	495
Bibliographie	555
Tableaux	573
Table des cartes	587
Index	589
Remerciements	597

Note liminaire

Les noms de personnes seront toujours cités selon l'usage du pays d'origine ou du lieu de publication. Il sera procédé de la façon suivante :

- les noms français ou allemands seront cités dans l'ordre nom personnel-patronyme (par exemple : Georges Decoux, Eugen Ott) ;
- les noms japonais seront cités selon l'usage japonais, c'est-à-dire dans l'ordre patronyme-nom personnel, sauf dans le cas où, pour la bibliographie, l'ordre adopté par l'éditeur serait inversé ;
- les usages chinois et vietnamien, identiques à celui en vigueur au Japon, concernant les noms de personnes seront respectés, c'est-à-dire que les noms seront cités dans l'ordre patronyme-nom personnel ;
- les noms communs et propres chinois seront écrits selon la transcription pinyin officielle chinoise, sauf dans le cas de certains personnages historiques dont une transcription différente est passée à la postérité : c'est notamment le cas de Sun Yat-sen et Tchang Kaï-chek ;

Les noms communs et propres vietnamiens seront retranscrits en caractères latins selon l'usage contemporain, sauf pour les toponymes passés dans l'usage français : nous écrirons « Hanoï » et non « Ha Noi ». Les signes diacritiques ne seront pas utilisés, tant en raison de notre incapacité à les utiliser convenablement, que du caractère incommode que pourrait avoir alors leur lecture.

En japonais, nous utiliserons les conventions du système dit « Hepburn modifié ». Pour les voyelles longues, nous avons choisi d'utiliser l'accent circonflexe plutôt que le macron, en raison de la commodité de lecture. Ainsi, nous écrirons « Tōkyō » plutôt que « Tōkyō ».

Abréviations

AKT	Armée du Kwantung (Kantôgun)
ANOM	Archives nationales d'outre-mer
ANOM-GGI	ANOM, « état-major des troupes de l'Indochine » (GGI), « Cabinet militaire du GGI »
ANR	Armée nationale révolutionnaire chinoise
BKS	Bôei Kenshûjo Senshishitsu [Centre d'histoire de la guerre du ministère japonais de la Défense]
CHKS	BKS, Senshi sôsho [Collection sur l'histoire de la guerre] (SSS), vol. 72, 79, Chûgoku Hômen Kaigun Sakusen [Opération de la marine en Chine] ¹
DHK-RK	BKS, SSS, vol. 91, 80, 77, 39, 71, 45, 93, Daihon.ei kaigunbu, Rengô Kantai [Section de la marine du quartier général impérial, Flotte combinée] ²
DHK-DK	BKS, SSS, vol. 101-101, Daihon.ei kaigunbu, Daitôa Sensô kaisen keii [Section de la marine du quartier général impérial : récit du déclenchement de la guerre de la Grande Asie orientale] ³
DHR	BKS, SSS, vol. 8, 20, 35, 59, 63, 66, 67, 75, 81, 82, Daihon.ei rikugunbu [Section de l'armée de terre du quartier général impérial] ⁴
DHR-DK	BKS, SSS, vol. 65, 68, 70, 76, Daihon.ei rigunbu, Daitôa Sensô kaisen keii [Section de l'armée de terre du quartier général impérial : récit du déclenchement de la guerre de la Grande Asie orientale] ⁵
EMA	État-major de l'armée de terre impériale (<i>sanbô honbu</i>)
EMI	État-major impérial (<i>daihon.ei</i>)
EMM	État-major de la marine impériale (<i>gunreibu</i>)
EOA	École d'officiers de l'armée de terre (<i>Rikugun shikan gakkô</i>)
FAD	Forces d'autodéfense
FRUS	Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers ⁶

Kôgun

FRUSJ	Papers relating to the foreign relations of the United States, Japan, 1931-1941 ⁷
GGI	Gouvernement général de l'Indochine
GHQ	General Headquarters (autorités d'occupation alliées)
GSK	Gaikô Shiryôkan [Centre des archives diplomatiques du ministère japonais des Affaires étrangères]
GSS	Gendaishi shiryô [Documents d'histoire contemporaine] ⁸
HS	BKS, SSS, vol. 10, Hawai sakusen [L'opération de Hawaï] ⁹
HKJ	BKS, SSS, vol. 85, Hondo hômen kaigun sakusen [Les opérations de la marine autour de la métropole] ¹⁰
HKS	BKS, SSS, vol. 51, 57, Hondo kessen junbi [La préparation de la bataille finale en métropole] ¹¹
IMTFE	Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient ¹²
KGB	BKS, SSS, vol. 31-88, Kaigun gunsenbi [Préparation de la guerre par la marine] ¹³
KHK	Kajima heiwa kenkyûjo [Centre de recherches Kajima sur la paix], Nihon gaikôshi [Histoire diplomatique du Japon] ¹⁴
KKG	BKS, SSS, Kaigun kôkû gaishi [Histoire générale de l'aviation navale] ¹⁵
KKT	Kokuritsu Kokkai Toshokan [Bibliothèque de la Diète]
KMT	Kuomintang
KSN	BKS, Daihon.ei rikukungu sensô shidôhan, Kimitsu sensô nisshi [section de l'armée de terre du quartier général impérial, Journal secret de la guerre] ¹⁶
KSS	BKS, SSS, vol. 37, 56, Kaigun Shôgô Sakusen [L'opération <i>Shôgô</i> de la marine] ¹⁷
MAE	Archives diplomatiques (ministère français des Affaires étrangères)
MAT	Ministère de l'Armée de terre
MAE-V	MAE, série « Guerre 1939-1945 – Vichy », sous-série « E-Asie »
MOK	BKS, SSS, vol. 12, <i>Mariana oki kaisen</i> [La bataille navale au large des îles Mariannes] ¹⁸
MM	Ministère de la Marine
NGN	Nihon Gaimushô hen [ministère japonais des Affaires étrangères (éd.)], <i>Nihon gaikô nenpyô narabini shuyô bunsho</i> [Annales d'histoire diplomatique japonaise et de ses documents importants] ¹⁹
NGB-NS	Gaimushô hensan [ministère japonais des Affaires étrangères, collectif], <i>Nihon gaikô bunsho</i> , <i>Nicchû Sensô</i> [Documents d'histoire diplomatique, la seconde guerre sino-japonaise] ²⁰

Abréviations

NGB-DO	Gaimushô hensen [ministère japonais des Affaires étrangères, collectif], <i>Nihon gaikô bunsho : Dainiji Ôshû Taisen to Nihon</i> [Documents d'histoire diplomatique du Japon : la Deuxième Grande Guerre européenne] ²¹
NGJ	<i>Nihon Gaikôshi Jiten</i> [Dictionnaire d'histoire diplomatique] ²²
NKKS	Nihon kaigun kôkûshi hensen iinkai (éd.), <i>Nihon kaigun kôkûshi</i> [Histoire de l'aéronavale japonaise] ²³
NRK	Hata Ikuhiko (éd.), <i>Nihon rikukaigun sôgô jiten</i> [Dictionnaire encyclopédique général de l'armée de terre et de la marine nationale japonaise] ²⁴
OHRS	BKS, SSS, vol. 11, Okiwana hômen rikugun sakusen [Les opérations de l'armée de terre à Okinawa] ²⁵
PHA	United States Congress, Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack : Pearl Harbor Attack, Hearings, 79th Cong., 1st sess., and 79th Cong., 2d sess., 39 parts., Washington, 1946
PCC	Parti communiste chinois
RGD	BKS, SSS, vol. 9, 33, Rikugun gunju dôin [Mobilisation du matériel militaire par l'armée de terre] ²⁶
SCAP	Supreme Commander of the Allied Powers (général MacArthur)
SHAT	Service historique de l'armée de terre
SRS	BKS, SSS, vol. 41, 60, Shôgô Rikugun Sakusen [L'opération <i>Shôgô</i> de l'armée de terre] ²⁷
SJRS	BKS, SSS, vol. 86, 89, 90, Shina jihen rikugun sakusen [Opérations de l'armée de terre pendant l'incident de Chine] ²⁸
SSS	BKS, Senshi sôsho [Collection sur l'histoire de la guerre]
TSM	Nihon kokusai seiji gakkai [Société japonaise d'étude de la politique internationale], <i>Taihei'yô sensô he no michi</i> [En route vers la guerre du Pacifique] ²⁹
TSM-S	<i>Ibid.</i> , volume annexe

Introduction

L'énigme japonaise

Pourquoi écrire l'histoire d'une armée ?

Le présent ouvrage porte sur l'histoire d'une armée, mais il ne s'agit pas d'un livre d'histoire proprement militaire. Nous ne parlerons d'armement et de batailles que lorsque ces informations nous aideront à éclairer notre histoire, celle du Japon contemporain à travers celle de ses forces armées. Notre objectif principal est de traiter de l'armée impériale japonaise en tant qu'institution de l'État-nation japonais.

Au Japon, l'histoire militaire est souvent l'affaire d'amateurs passionnés par les exploits des généraux, le récit des batailles et les amoureux des chasseurs *Zero*. Ainsi, l'intérêt pour les grands chefs de guerre de l'époque des samouraïs – Minamoto no Yoshitsune, Takeda Shingen, Uesugi Kenshin, Oda Nobunaga, Toyotomi Hideyoshi, Tokugawa Ieyasu – continue de faire vendre revues et séries télévisées, sans parler des bretteurs comme Miyamoto Musashi popularisé par les romans de Yoshikawa Eiji, dont on ignore souvent en France qu'il fut un propagandiste au service du Japon militariste... Car la geste des samouraïs a, depuis longtemps, traversé les frontières, et continue d'attirer l'intérêt à travers la bande dessinée, les dessins animés, les jeux vidéo.

Bien entendu, une histoire militaire académique existe également, mais elle est hantée par le souvenir de la guerre du Pacifique et victime de l'opposition droite-gauche qui a divisé les historiens d'après guerre. Ainsi, l'histoire du conflit a souvent eu pour objet principal la recherche des responsabilités dans le déclenchement de la guerre du Pacifique et les crimes de guerre. C'est dans ce bain que nous avons été plongé à notre arrivée au Japon comme boursier du gouvernement japonais, en 1996, dans le séminaire de feu Awaya Kentarô, éminent spécialiste du procès de Tôkyô.

Nous avons, à Paris, effectué nos recherches de maîtrise en histoire des relations internationales, et écrit un mémoire sur les relations

franco-japonaises en Asie du Sud-Est de 1937 à 1940. Nous avions l'intention de continuer dans ce domaine, mais nous avons été confronté à une dure réalité : étudier la politique étrangère du Japon de cette période nous obligeait à lire les archives militaires, car c'est l'armée impériale qui avait la haute main sur ces questions, et ce infiniment plus que le ministère des Affaires étrangères ou les services du Premier ministre. Bref, nous sommes devenu un spécialiste de l'histoire des relations internationale en Asie orientale en travaillant surtout sur des documents produits par des militaires. Cette démarche un peu étrange est restée la nôtre et nous en avons fait notre credo, car nous ne voulions pas tomber dans le travers de la recherche permanente des responsabilités, ni dans une histoire militaire circonscrite aux officiers d'état-major.

Le Japon, un pays comme les autres ?

Pays de 125 millions d'âmes, doté de la quatrième économie mondiale et d'une culture traditionnelle et populaire qui attire tant les touristes du troisième âge en quête d'exotisme que les jeunes du monde entier passionnés de dessins animés et de bandes dessinées, membre influent de l'Unesco, contributeur important à l'aide au développement, puissance régionale de premier plan en Asie orientale, le Japon est un pays qui compte. Il est doté d'une culture ancienne, riche et toujours vibrante. Celle-ci n'appartient pas à la civilisation occidentale, mais au monde dit « sinisé », tout en montrant des particularités indéniables vis-à-vis de ses voisins chinois et coréens.

Le Japon a tout pour être considéré comme une grande puissance, et pourtant, il peine à obtenir ce statut. C'est que le Japon n'est pas un pays comme les autres du point de vue des attributs d'un État souverain. En effet, une ambiguïté forte subsiste quant à son indépendance en matière de défense, et ce plus de cent cinquante ans après son ouverture au monde et quatre-vingts années après avoir subi le feu nucléaire. Encore aujourd'hui, le Japon possède une constitution – dont le projet initial fut écrit par les autorités d'occupation américaines – qui, selon le fameux article 9, lui interdit de posséder des forces armées. Ainsi, ces dernières sont enfermées dans une contradiction insurmontable. Les « Forces d'autodéfense » (*Jieitai*, FAD) ont été créées à la demande des États-Unis pour les suppléer lors de la guerre de Corée, et notamment faire face à un éventuel coup de force des communistes. Elles n'ont été acceptées par la population japonaise, avec le temps, qu'à condition de ne pas être une copie de l'armée impériale. Ainsi, non seulement leur mission est strictement limitée à des tâches purement défensives, mais ce

que la population japonaise attend d'elles consiste à lui porter secours lors des catastrophes naturelles.

Plus de soixante-dix ans après la fin de la guerre du Pacifique, le 15 août 1945, le Japon peine toujours à assumer l'existence de forces armées, d'une politique de défense propre, ainsi que l'existence d'une alliance avec l'ennemi d'autrefois, les États-Unis. Ce sont ces derniers, alors pays neuf réputé isolationniste en vertu de la doctrine Monroe, qui ont forcé le Japon à abandonner sa politique d'ouverture contrôlée vieille de plus de deux siècles. Or l'on oublie souvent que si la doctrine Monroe avait pour but d'isoler les États-Unis de l'Europe, elle visait également à faire du continent américain et du Pacifique une chasse gardée.

Pour sauvegarder son indépendance, le Japon multiplie, après 1854, les accords avec les puissances occidentales, tout en se lançant dans une politique de construction d'une armée nationale et moderne. Si la guerre de Sécession lui permet d'échapper au joug américain, c'est une politique de modernisation accélérée – c'est-à-dire d'occidentalisation – qui le met à l'abri de l'impérialisme occidental. Au tournant du ^{xx}^e siècle, il devient une puissance de plein droit grâce à l'abrogation des traités inégaux qui l'entravaient depuis un demi-siècle, ainsi qu'à l'acquisition de colonies – Taïwan en 1895, la Corée en 1910. Il trouve peu à peu sa place au sein de l'ordre international en participant à la répression de la révolte des Boxers (1900) et en devenant le seul allié du tout-puissant Royaume-Uni (1902).

En 1905, il renverse la table en sortant victorieux d'un conflit avec l'Empire russe. C'est la première fois, depuis le début de l'ère moderne, qu'un pays européen sort défait d'un affrontement avec une nation « de couleur » qui, de surcroît, le vainc grâce aux armes de la modernité occidentale – technologie, industrie, enseignement obligatoire, État de droit. Le Japon est alors craint et respecté par les grandes puissances. Il éveille également un immense espoir aux quatre coins du monde au sein des milieux intellectuels des pays sous la domination occidentale. Le Japon vient alors, en effet, de démontrer aux peuples « de couleur » que la supériorité des nations « blanches » n'a rien d'inéluctable.

Sans le savoir, le Japon vient ainsi d'ouvrir la boîte de Pandore de la décolonisation. Jeunes et moins jeunes des autres coins de l'Asie – de Chine, d'Inde, du Vietnam, des Philippines – accourent au Japon pour y découvrir les secrets de cette révolution qu'ils rêvent de dupliquer chez eux. Les Chinois Liang Qichao, Sun Yat-sen, Wang Jingwei, Tchang Kaï-chek et Zhou Enlai, les Vietnamiens Phan Bôï Châu et Cuong Dê, et tant d'autres viennent à Tôkyô, qui devient ainsi le phare des rêves indépendantistes en Asie orientale, et au-delà.

Néanmoins, le Japon ne tarde pas à trahir les immenses espoirs qui sont placés en lui. Son annexion de la Corée dès 1910, puis la tentative de mise sous tutelle de la Chine en 1915, à la faveur de la Première Guerre mondiale, contribuent à faire planer un doute sur sa volonté de libérer les peuples asiatiques. Participant à la Première Guerre mondiale aux côtés des Alliés et à la conférence de paix de Paris, puis à la conférence sur le désarmement naval de Washington (1922), le Japon est alors un bon élève des nations occidentales et n'a guère envie de se démarquer de ses modèles.

Or l'appétit vient en mangeant, et le bon coup de fourchette du Japon commence à inquiéter les autres convives du banquet des grandes nations. Les succès militaires lui donnent des idées de grandeur que la réalité de ses moyens économiques devrait freiner et les réticences anglo-américaines devraient inquiéter. Ici naît, à partir de la seconde moitié des années 1920, un hiatus qui entraîne peu à peu le Japon sur une pente dangereuse. Il faut dire que le Japon a choisi le modèle militariste, expansionniste et autoritaire de l'Allemagne impériale pour construire son État et ses forces armées. Ces dernières se considèrent investies d'une mission sacrée de protection du pays et de l'empereur, avec qui elles entretiennent des liens privilégiés. C'est ainsi qu'elles tendent à exercer une influence de plus en plus déterminante sur les politiques extérieure et intérieure japonaises.

En outre, le Japon ne cesse de s'interroger sur son identité culturelle, car si l'occidentalisation l'a changé en profondeur, il n'en conserve pas moins un héritage indubitablement asiatique. Plus le Japon vole de succès en succès, plus ces interrogations le pèsent, finissant par créer une crise d'identité. Celle-ci ne fait que croître à mesure qu'il peine à se faire admettre comme une grande puissance à part entière par le monde occidental, et notamment par les Anglo-Américains. Cette situation est liée, du moins en partie, au fait que le Japon est alors une puissance encore essentiellement régionale. Cependant, l'existence d'un racisme particulièrement fort en Occident en général, et aux États-Unis en premier lieu, exerce une influence délétère sur les rapports qu'entretient le Japon avec les autres grandes puissances qui sont toutes, à l'exception de lui-même, des nations « blanches ».

Après avoir vu sa demande formulée à la conférence de paix de Paris (1919) d'une interdiction des discriminations raciales rejetée par les délégations américaine et britannique, il voit ses ambitions dans le Pacifique entravées à la conférence de Washington par ces mêmes puissances. Ainsi, à la manière de l'Italie de Mussolini, le Japon fait partie du camp des vainqueurs de la Première Guerre mondiale, mais il est une nation déçue, frustrée dans ses ambitions impériales. Il n'y a pas, au Japon, de suppression de la démocratie et de basculement brusque dans l'autoritarisme à la manière de ce qui se

passé en Italie et en Allemagne, mais la jeune et fragile démocratie japonaise dépérit irrémédiablement à partir de la fin de la décennie 1920.

Bloqué dans ses ambitions en direction du Pacifique, humilié par les lois migratoires américaines, le Japon réoriente ses ambitions vers le nord-est du continent asiatique. L'implication croissante de l'armée dans cette région permet à ses éléments radicaux d'accroître leur pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur. L'incident de Mandchourie (1931) est un véritable tournant en remplaçant l'armée au centre de l'État, alors que la décennie précédente l'avait vue s'en éloigner. Quant à la marine, ce sont les traités de désarmement qui, agités comme un repoussoir par les partisans d'une prise de distance avec les puissances occidentales et d'un rapprochement avec l'Allemagne, permettent à ces derniers d'éliminer les éléments favorables à la coopération internationale.

Les années 1930 voient l'armée impériale prendre peu à peu le contrôle des affaires étrangères, de l'économie, de l'éducation et, finalement, de l'État tout entier. Il convient néanmoins de ne pas dépeindre le Japon comme un simple régime de dictature militaire. En effet, non seulement les forces armées sont marquées par la pluralité des opinions et des centres de décision, mais les mouvements nationalistes extérieurs à l'armée jouent également un rôle important dans la montée du radicalisme politique, tandis que la bureaucratie civile, les milieux économiques et les cercles entourant l'empereur œuvrent à l'expansion militaire et à la mise au pas de la société civile.

Une particularité de l'armée impériale est qu'elle s'est toujours vue comme le principal pilier de l'État et d'avoir tout fait pour que l'ensemble de la population le croie. Ainsi, loin d'être une grande muette, elle prend part activement au débat public. L'évolution la plus nette et, sans doute, la plus funeste de la conscience qu'ont les militaires de leur rôle et de leur mission peut être résumée par un mot : *kôgun*. Les militaires, qui avaient jusqu'alors pour coutume de nommer les forces armées « armée nationale » (*kokugun*), adoptent, à partir du début des années 1930, l'expression non officielle de *kôgun* qui signifie « armée de l'empereur ». Attachés à la personne quasi divine de l'empereur, ceux-ci perdent peu à peu la conscience d'être une force dont le rôle consisterait à protéger le peuple japonais, au profit d'une mission mystique de défense de l'essence nationale (*kokutai*) et de ce qui en fait l'unicité, la figure impériale.

L'empereur étant une figure qui ne s'exprime que rarement de manière claire – et ce afin de préserver sa position de poutre faîtière de l'État –, les différents groupes luttent entre eux afin d'obtenir l'assentiment du souverain, seul principe réel de légitimité. C'est au sein de l'armée que les rivalités en vue de se rapprocher de la figure impériale sont toutefois les plus intenses,

ses chefs ayant un accès direct au trône. Dans les années 1930, les luttes de factions mènent à une série d'incidents, d'assassinats et de tentatives de coups d'État qui ont pour point culminant le coup du 26 février 1936.

Après cette date, le prix de l'unité est l'expansion, qui devient le seul point de ralliement des élites, non seulement militaires, mais également bureaucratiques, économiques, culturelles et sociales. Une constante subsiste depuis 1853 : le refus d'accepter le *statu quo* imposé par l'Occident en Asie orientale. Si les dirigeants s'opposent quant à la direction et aux modalités de l'expansion qui doit permettre au Japon de retrouver l'autonomie perdue, l'idée d'expansion fait alors consensus, et ce d'autant plus que ceux qui y sont opposés sont écartés du pouvoir. La défaite face à l'URSS à l'été 1939, l'enlisement dans la guerre sino-japonaise et les victoires allemandes en Europe en 1940 amènent le Japon à prendre la décision de réaliser ce rêve d'autonomie en déclenchant la guerre du Pacifique. Il s'agira du terminus de l'histoire de l'armée impériale japonaise, puisque celle-ci ne survivra pas au conflit.

Pays de poupées, pays de guerriers

Quand on parle du Japon, un jeu de miroirs ne tarde pas à se manifester du côté des pays occidentaux. En effet, le Japon, puissance moyenne située à côté de géants tout au long de son histoire – Chine, Empire mongol, Empire russe, URSS, États-Unis –, a toujours eu tendance à se définir en comparaison, voire en réaction vis-à-vis de ces puissances à la fois sources de richesses et de dangers. Ainsi, l'image que les Européens ont bâtie du Japon à partir de Marco Polo – qui le décrit comme un pays aux richesses incalculables – a joué un rôle crucial quand il a voulu se situer par rapport à ces nouveaux arrivants, qu'il qualifia tout d'abord de « barbares du sud » pour les Portugais (*Nanbanjin*), ou d'« hommes aux poils roux » pour les Néerlandais (*Kômôjin*).

L'une des caractéristiques de la rencontre entre Occidentaux et Japonais est que ces derniers y voient dès le début – c'est-à-dire dès l'arrivée des Portugais dans l'île de Tanegashima en 1543 – l'occasion d'acquérir des connaissances nouvelles¹. Point qui n'est pas que symbolique, la première chose que les Portugais transmettent aux Japonais est l'arquebuse. En quelques années, les Japonais apprennent à les fabriquer en grande quantité, introduisant ainsi une révolution militaire qui contribue à l'unification sous l'égide des seigneurs Oda Nobunaga, Toyotomi Hideyoshi et Tokugawa Ieyasu. Le Japon accueille également le christianisme, qui fait des progrès rapides, est toléré voire encouragé par Nobunaga qui y voit le moyen de limiter la puissance

des sectes bouddhistes. Saint François Xavier y exerce son ministère sans entrave et plusieurs seigneurs se convertissent. Un autre jésuite, Luis Frois, écrit un traité où il décrit la culture japonaise comme rigoureusement inverse de la culture européenne². Cette manière binaire de se comparer restera une caractéristique qui traverse l'histoire des relations nippon-européennes.

Selon les époques et les circonstances, la vision occidentale du Japon, si elle reste généralement empreinte d'un fort exotisme, a souvent oscillé d'un extrême à l'autre. Selon ce que les Occidentaux cherchaient à y trouver, leur vision du Japon est passée de celle d'un « pays de poupées » – comme dans *Madame Chrysanthème* de Pierre Loti – à un pays de samouraïs. La transition semble s'être faite au moment de la victoire japonaise sur la Chine en 1895, même si cette image restera et reste aujourd'hui marquée par l'ambivalence. Plus étonnant encore, ces deux images ont pu, tour à tour, selon les circonstances historiques, revêtir un sens positif ou négatif. Ainsi, la force militaire du Japon est particulièrement appréciée par les Européens lors de la révolte des Boxers, celui-ci fournissant le plus gros contingent du corps expéditionnaire international. Si Londres signe son seul traité d'alliance avec le Japon en 1902, c'est parce qu'il compte sur ce pays pour lui fournir les soldats qui lui font défaut en Chine. Quant au caractère raffiné de la culture japonaise, et notamment de son artisanat, il a pu tour à tour être l'objet de fascination ou de moquerie.

Le présent ouvrage portant sur l'histoire des forces armées japonaises à l'époque contemporaine, nous tâcherons de ne pas trop déborder de notre sujet, mais élargissons un peu la focale pour un moment. Il y a beaucoup à dire. Quand les Portugais arrivent au Japon, ils découvrent un pays qui, à leurs yeux, a quelques points communs avec l'Europe : non seulement l'existence de villes marchandes, mais aussi et surtout celle d'une féodalité et d'une noblesse d'épée. Car, à la différence de ce qui prévaut en Chine, en Corée ou au Vietnam, le métier des armes n'est plus dénigré au Japon depuis déjà plusieurs siècles. Au contraire, la classe des guerriers a pris les rênes du pouvoir à la fin du XII^e siècle. Bien qu'elle ait continué à regarder avec déférence la culture sophistiquée de la noblesse de cour, elle est à l'origine d'un changement radical de la culture, et notamment des valeurs morales, ce qui n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé dans l'Europe médiévale. Ainsi, les historiens occidentaux – et notamment l'école américaine autour d'Edwin O. Reischauer – auront tendance à expliquer le virage modernisateur de l'ère Meiji (1868-1912) et les succès économiques de l'après-Seconde Guerre mondiale par une similitude historique d'avec l'Occident³.

L'on peut dire sans exagérer que le Japon s'est intéressé à l'Europe – et cela dès l'arrivée des Portugais en 1543 – pour des raisons avant tout de

technologie militaire. C'est donc la classe guerrière qui a regardé avec intérêt ces barbares du sud pour ce qu'ils pouvaient lui apporter. La découverte des arquebuses, ainsi que des techniques de fortification européennes entraînent une modification radicale des rapports de force entre les différents seigneurs et accélèrent le mouvement vers l'unification. Les plus entreprenants d'entre eux lancent une véritable industrie des armes à feu.

Oda Nobunaga, lors de la bataille de Nagashino, en 1575, écrase la redoutable cavalerie des Takeda sous un feu roulant de pas moins de 3 000 arquebuses, allant plus loin qu'aucun général européen dans l'exploitation de cette nouvelle technologie. Les corps d'arquebusiers deviennent la force principale des armées de l'archipel en pleine guerre civile. Ce sont eux qui auraient dû permettre au successeur d'Oda Nobunaga dans la course au pouvoir, Toyotomi Hideyoshi, de conquérir la Corée et la Chine.

Le troisième unificateur du Japon et fondateur du shogunat d'Edo – « gouvernement sous la tente », en japonais *bakufu* –, Tokugawa Ieyasu, non seulement utilise des compagnies d'arquebusiers à la bataille décisive de Sekigahara, en 1600, mais recourt également aux canons que les Néerlandais ont apportés au Japon. Si les Tokugawa proscrivent le christianisme et rejettent finalement la présence européenne pour ne la tolérer que sur l'îlot artificiel de Dejima, dans le port de Nagasaki, c'est largement par peur de l'expansion coloniale de l'Espagne qui a soumis les Philippines voisines grâce à un savant dosage, déjà utilisé en Amérique, de prosélytisme catholique et d'action armée.

Grâce notamment à William Adams, pilote anglais au service de la Verenigde Oostindische Compagnie (VOC), la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, devenu guerrier japonais doté de terres au service d'Ieyasu sous le nom de Miura Anjin, les Néerlandais s'assurent le monopole du commerce avec le Japon⁴. En échange, ils doivent informer le bakufu de l'état du monde. Les Néerlandais deviennent l'unique source directe de transmission du savoir européen, au point de voir l'étude des ouvrages européens nommée « études néerlandaises » (*rangaku*). Bien entendu, que ce soit l'apport des Portugais, des Espagnols, des Anglais, puis finalement des Néerlandais, l'on ne peut réduire l'intérêt des Japonais pour l'Europe à la chose militaire. Durant toute la période durant laquelle les Tokugawa dominent le Japon, de 1603 à 1868, depuis Edo – l'actuelle Tôkyô –, la paix prévalant, les questions militaires disparaissent largement.

À l'issue de la guerre de l'Opium, en 1842, les Britanniques font plier l'empire Qing, bouleversant l'ordre international en Asie orientale. Première puissance économique, technologique et militaire mondiale jusqu'au début du XIX^e siècle, l'empire Qing a pour centre de gravité la Chine des Han, mais il

s'agit toutefois d'un empire multiethnique qui s'étend jusqu'à la Mongolie, au Tibet et à l'Asie centrale, fondé et dirigé par des membres de l'ethnie mandchoue. C'est son brusque déclin qui ouvre la porte de l'Extrême-Orient aux appétits occidentaux.

Au courant de la situation, le shogunat ne tarde pas à montrer des signes d'inquiétude. Au contraire de ce qu'on lit souvent, le Japon ne vit pas alors refermé sur lui-même. Alors que la notion de monde ouvert est encore neuve en Occident, elle n'existe tout simplement pas en Orient, et le Japon n'est pas plus fermé que ne le sont les autres pays d'Asie orientale. Cette prétendue fermeture ne concerne d'ailleurs que les pays chrétiens, en raison de la proscription de cette religion. L'objectif des shōgun Tokugawa ne consiste pas tant à fermer le pays qu'à assurer le monopole de leur dynastie sur les relations extérieures. Au début du XIX^e siècle, le Japon est qualifié par Shizuki Tadao – un savant spécialiste des études néerlandaises – de *sakoku*, c'est-à-dire de « pays enchaîné ». Il s'agit alors d'un néologisme qu'il a forgé pour traduire *Histoire du Japon*, un ouvrage posthume d'Engelbert Kämpfer, venu au Japon en 1690⁵. Alors que les spécialistes des études néerlandaises ont alors tendance à utiliser les écrits européens pour critiquer la politique sourcilleuse de contrôle du territoire menée par le shogunat, Shizuki traduit un ouvrage qui, tout en insistant sur l'idée de fermeture, portait un regard positif sur la politique d'ouverture étroitement contrôlée du shogunat⁶. Shizuki, en raison de son opposition à un régime autoritaire de plus en plus contesté, a donc repris ce terme de manière à saper sa légitimité.

Ainsi, dès le début, l'expression « pays enchaîné », détournée de son sens initial, contribue à jeter le discrédit sur un régime politique, le shogunat, qui n'est pas particulièrement isolationniste dans le contexte est-asiatique. Il faut également préciser que la période qui commence à la fin du XVII^e siècle en Europe voit la montée en force du libéralisme dans le nord de l'Europe, courant de pensée qui, à la différence du mercantilisme en vigueur précédemment, ne peut donc que condamner cet « hypermercantilisme » appliqué par le shogunat⁷.

Le contrôle tatillon du bakufu sur les relations extérieures est mis en péril dès le XVIII^e siècle par l'expansion russe en Sibérie. Puis ce sont les Britanniques et les Français qui se rapprochent. En 1853, le gouvernement d'Edo n'est pas ignorant de sa grande infériorité militaire. Plutôt que de risquer un conflit avec les puissances européennes réputées plus agressives, il décide donc d'ouvrir les portes à un nouveau venu en Asie orientale : les États-Unis d'Amérique. Lorsque les « bateaux noirs » du commodore Matthew C. Perry arrivent en baie d'Edo, les batteries côtières placées sur des îlots artificiels ne peuvent rien face aux canons modernes américains. Depuis

deux siècles, la technologie japonaise en matière d'armement a stagné, en partie à cause de l'absence de danger extérieur, en partie par volonté du régime d'empêcher les principautés vaincues à Sekigahara de prendre leur revanche. Quand, un an plus tard, les navires américains viennent chercher la réponse du shogunat, il n'est plus temps de tergiverser.

Comme nous le verrons plus loin, l'arrivée au Japon des puissances occidentales contribue à faire éclater la crise de régime qui couvait depuis plusieurs décennies. Tant la présence des étrangers dans les quelques ports qui leur sont ouverts que les importations d'armes modernes ébranlent le fragile équilibre que les Tokugawa avaient édifié et maintenu pendant deux siècles et demi. Ainsi, tout comme l'arrivée des Européens avait été à l'origine d'une intensification de la lutte entre les seigneurs au ^{xvi}^e siècle, leur retour au milieu du ^{xix}^e siècle allait replonger le Japon dans la guerre civile et être à l'origine de l'instauration de celui de Meiji.

Quid *du militarisme* ?

Fujiwara Akira insiste, dans l'introduction de son ouvrage classique sur l'histoire militaire du Japon, sur la place tenue par le militarisme dans l'archipel de 1868 à 1945, puis sur l'antimilitarisme qui a régné après la Seconde Guerre mondiale⁸. Si le Japon n'a pas fait œuvre originale en bâtissant une armée puissante à partir de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, c'est la nature du système idéologique, politique, social, économique, culturel qui est alors mis en place qui interroge l'historien. On peut dire, sans craindre l'exagération, que le régime de Meiji a été conçu afin de mettre en place une puissance militaire permettant au Japon d'échapper aux griffes de l'Occident. Ainsi, la formule « pays prospère, armée puissante » – *fukoku kyôhei* – constitue l'alpha et l'oméga de la politique de modernisation.

Comme il a souvent été observé au cours de l'histoire, et ce depuis la plus haute antiquité, le militarisme trouve souvent son origine dans une région soumise à des invasions, des conflits récurrents qui menacent son existence même. Ainsi, l'Assyrie, Sparte ou encore Rome sont devenues des puissances militaires de premier ordre pour protéger leur territoire ou leur système social. Le cas le plus proche du Japon à compter de l'ère Meiji est sans doute celui du royaume de Prusse. Ce dernier, dévasté lors de la guerre de Trente Ans, se reconstruit en s'appuyant sur une armée si omniprésente que le pays a pu être considéré comme un véritable État-caserne. Si la Prusse, qui a donné ensuite naissance à l'Empire allemand, doit également sa puissance au développement des sciences et, notamment, à la création de l'université

moderne après la défaite d'Iéna, la place centrale tenue par l'armée ne sera jamais démentie et constituera ensuite l'une des causes du développement du militarisme allemand à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Cette comparaison entre le Japon et la Prusse n'est pas fortuite. Le Japon a en effet suivi les pas de son modèle, notamment en choisissant comme fondement des relations entre les forces armées et le pouvoir civil l'indépendance du commandement suprême vis-à-vis du gouvernement et, son corollaire, la relation directe et exclusive dudit commandement avec l'empereur. Tant en Allemagne qu'au Japon, c'est ce système qui, empêchant le contrôle des forces armées par le pouvoir civil, aura de graves conséquences lorsqu'il faudra mettre un terme à la guerre.

Isabel Hull a consacré un ouvrage particulièrement éclairant aux racines de la violence au sein de l'armée allemande à la veille de la Première Guerre mondiale⁹. Dans son introduction, celle-ci insiste sur la dimension totalitaire de la machine militaire en minimisant le rôle de l'idéologie dans la montée de la brutalité au sein de l'armée allemande. Si nous ne nions pas l'aspect totalitaire de la bureaucratie militaire allemande et avons insisté sur l'influence militaire allemande au Japon, nous ne pouvons suivre cette historienne jusqu'au bout de sa logique, qui nous semble un peu trop rigide. En effet, nous considérons que l'existence d'un système militaire de pouvoir, d'une bureaucratie froide et dominatrice ne peut expliquer l'irrationalité de l'extrémisme à l'œuvre au sein des armées allemande et japonaise. Comme l'a souligné Timothy Snyder dans son ouvrage *Terres de sang*, la Shoah ne saurait être expliquée simplement par l'obéissance aux ordres de fonctionnaires obtus au service d'un totalitarisme froid, mais bel et bien par une idéologie meurtrière¹⁰.

Il nous semble que la violence systématique promue et appliquée par les forces armées, tant pour celles de l'Allemagne dans le Sud-Ouest africain en 1904, que pour celles du Japon en Chine en 1937, n'est pas le simple produit d'une culture institutionnelle, mais relève bel et bien d'une idéologie car, de manière évidente, un tel degré de violence ne se retrouve pas au sein de toutes les forces armées et à toutes les époques, même en contexte colonial. Cet ouvrage ne prétend pas apporter de solution définitive à cette question épineuse, mais nous espérons qu'il apportera des éléments de réflexion au lecteur.

Les sources de cette recherche

Avant d'aborder la délicate question des sources primaires, commençons par une présentation de la littérature qui porte sur l'histoire militaire japonaise. Les ouvrages y sont rares en langues européennes. Malgré la célébrité

des samourais – mot passé dans le langage courant en Occident –, ou peut-être à cause justement des mythes qui entourent leur image soutenue par la pratique des arts martiaux japonais en Occident, les recherches de nature scientifique ont été jusqu'à ce jour rares.

L'origine de ce mythe du samouraï et de son éthique communément nommée *bushidô* – textuellement « voie du guerrier » – en Occident est généralement datée de la publication en 1900, en anglais, par l'intellectuel Nitobe Inazô (1862-1929) de l'ouvrage *Bushido : the soul of Japan*¹¹. Or celle-ci est antérieure d'un peu plus d'une décennie et doit être attribuée – rendons à César ce qui est à César – au journaliste et politicien Ozaki Yukio qui l'a comparée à la chevalerie anglaise et au *gentlemanship*¹². Bref, il s'agit d'un cas typique d'invention d'une tradition de masse, tel qu'Eric Hobsbawm l'a mis en évidence¹³.

Le terme *bushi*, plus précis et plus large que celui de *samurai* – puisqu'il concerne l'ensemble de l'ordre des guerriers à l'époque d'Edo – est utilisé par Ozaki et Nitobe en référence au chevalier du Moyen Âge européen, l'idée de « voie du guerrier » renvoyant, tel un jeu de miroirs, à celle de code de la chevalerie. Si l'ouvrage renommé de Nitobe est cité aujourd'hui en référence par les nationalistes au Japon et les férus d'arts martiaux en Occident et ailleurs pour en faire la preuve d'un particularisme japonais absolu, le but recherché était donc tout autre.

Ozaki et Nitobe étaient des intellectuels internationalistes, férus de culture occidentale qui cherchaient à jeter des ponts entre le Japon et l'Occident en montrant aux Occidentaux que le passé féodal du Japon en faisait, en quelque sorte, un morceau d'Europe en Asie, et l'opposant ainsi à la Chine où le métier des armes avait été déprécié en faveur de celui de la plume incarnée par la classe des mandarins. Or il existe une différence fondamentale entre la culture et les valeurs morales des guerriers de l'époque des guerres féodales d'avant le ^{xvii}e siècle et celles qui seront reprises par Nitobe et invoquées par l'armée impériale à l'ère Meiji et, surtout, après la guerre russo-japonaise¹⁴.

Le relatif manque d'ouvrages en français et dans les autres langues européennes sur l'histoire militaire nippone constitue la principale raison qui nous a amené à écrire ce livre. Notre spécialité étant l'histoire du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale en général, et la question de l'occupation par ce pays de l'Indochine française en particulier, nous ne saurions prétendre connaître de manière exhaustive l'ensemble de la question, malgré une longue pratique des archives militaires japonaises. À l'impossible nul n'est tenu, et c'est pour cette raison que nous avons dû rassembler une documentation de référence sur les différentes périodes et questions abordées dans l'ouvrage. Notre reconnaissance va donc tout d'abord aux

historiens japonais dont les travaux ont constitué le socle indispensable de cet ouvrage. Nous laisserons ici les auteurs d'ouvrages pointus, spécialisés sur une période ou un thème, mais citons ici certains d'entre eux dont l'œuvre a inspiré la totalité ou une grande partie de cet ouvrage : Awaya Kentarô, Yoshida Yutaka, Tobe Ryôichi, Fujiwara Akira, Ôe Shinobu, Ôhama Tetsuya, Inoue Kiyoshi, Toyama Saburô, Tsutsui Kiyotada, Miyake Masaki, Satô Motoei, Hirota Teruyuki, Kawada Minoru, Kitaoka Shin.ichi, Takahashi Masae, Takano Kunio, Yui Masaomi, Harada Keiichi, Kobayashi Michihiko, Sakamoto Yûshin, Asada Sadao¹⁵.

Les références en langue française sont rares. À tout seigneur tout honneur, mentionnons tout d'abord l'ouvrage pionnier en France de Paul Akamatsu, *Meiji-1868 : révolution et contre-révolution au Japon*, publié en 1968, qui a longtemps constitué la base de nos connaissances sur cette période. S'il ne s'agit pas d'un ouvrage d'histoire militaire, il est très utile pour comprendre le contexte historique qui entoure la première partie de cet ouvrage¹⁶. Dans ce quasi-désert historiographique, l'œuvre de l'historien Michel Vié constitue une véritable oasis. S'il n'est pas un spécialiste *stricto sensu* de l'histoire de l'armée japonaise, il n'y a pas moins consacré une part importante de ses travaux. Qu'il soit remercié de nous avoir jadis initié à l'histoire du Japon contemporain en général, et aux questions militaires en particulier¹⁷.

Éric Seizelet est l'historien français qui a travaillé le plus sur l'armée japonaise ces dernières années¹⁸. Michael Lucken est l'auteur d'une étude sur l'expérience de la guerre au Japon pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁹. Élisabeth de Touchet a écrit un livre sur la création de l'arsenal de Yokosuka par les Français au XIX^e siècle²⁰. Enfin, il faut saluer l'Université libre de Bruxelles qui, en faisant traduire et en publiant un ouvrage écrit en anglais par l'historien américain d'origine japonaise Tsuyoshi Hasegawa sur la fin de la guerre du Pacifique, contribue grandement à la connaissance de conflit²¹. Parmi les historiens anglophones traduits en français, il faut également citer plusieurs synthèses désormais classiques : celle de John Costello publiée en France dès 1982, celle de Ronald H. Spector en 1987, ainsi que l'atlas de Hedley Paul Willmott publié en 2001²². Enfin, un ouvrage sur la question des « femmes de réconfort » de l'historien George Hicks a été publié en français en 1996²³.

Les ouvrages en anglais ne sont pas rares, mais la majorité d'entre eux portent sur la guerre du Pacifique, laissant ainsi dans la pénombre les autres périodes. Parmi les historiens dont les travaux en anglais comptent, il faut notamment citer John W. Dower, Leonard A. Humphreys, Michael A. Barnhart, Hasegawa Tsuyoshi, Iriye Akira, Ian Nish, Ben-Ami Shillony, Boris Slavinsky, Tanaka Yuki, Stewart Lone, Okamoto Shumpei, Ian Gow, David C. Evans, Mark R. Peattie et Hedley Paul Willmott. Il faut noter que certains d'entre

eux sont des historiens de nationalité ou d'origine japonaise, en poste dans un pays anglophone, ou non²⁴.

Aucune démocratie n'est parfaite et le Japon ne déroge pas à la règle. Comme on peut le voir dans la plupart des pays du monde, les enjeux qui y entourent l'histoire sont immenses et délicats. En outre, si le Japon a connu des formes de démocratisation qui lui étaient propres – notamment pendant la période que l'on a nommée « démocratie de Taishô » (1912-1926) –, il n'est devenu pleinement démocratique sur le plan politique qu'après 1945. Ce n'est en effet qu'avec les réformes impulsées d'en haut par les autorités d'occupation américaines (General Headquarters, GHQ), et surtout l'instauration d'une constitution pleinement démocratique dont la première mouture fut écrite par une équipe dudit GHQ, que le Japon s'est vu doté de toutes les garanties d'un régime démocratique.

Or les anciennes pratiques d'une bureaucratie qui faisait tout pour conserver ses prérogatives ont en partie subsisté, tandis que d'anciens militaires en charge des archives des FAD et un certain nombre de politiciens ont souvent œuvré, tant pour cacher certaines responsabilités liées au déclenchement et au déroulement de la guerre, que pour protéger l'honneur de l'ex-armée impériale. La conséquence en est que la divulgation des archives est mise en œuvre dans un flou juridique, une zone grise qui laisse toujours planer des doutes sur ce qui est visible ou non pour l'historien. Ce n'est pas que les centres d'archives japonais soient fermés à double tour, ou bien qu'il existe une volonté des autorités de bloquer le travail des chercheurs, du moins de manière générale. Le Japon a accompli, au contraire, un travail remarquable de numérisation et d'ouverture au public de ses collections, comme l'illustre l'existence du site internet « JACAR »²⁵. Il n'en reste pas moins que la faiblesse du cadre législatif met toujours l'historien à la merci des décisions des autorités politiques et administratives. Bien entendu, la situation n'est pas non plus idyllique, ni en France, ni dans la plupart des autres pays démocratiques, mais il convient à l'historien de ne pas masquer au lecteur les conditions de son travail et, par conséquent, les obstacles qu'il doit affronter.

Le lecteur notera sans doute que notre ouvrage n'est pas parfaitement équilibré, tant en matière de nombre de pages, que du recours aux sources primaires. En effet, tant en raison du volume documentaire que des recherches menées jusqu'à ce jour par l'auteur, la période suivant la Première Guerre mondiale a bénéficié d'un plus grand nombre de pages et d'un plus grand recours aux archives japonaises. Nous aurions pu essayer de maintenir un équilibre parfait, mais il nous a semblé qu'il était préférable de ne pas priver le lecteur d'informations et de références utiles.

L'agonie de l'ordre féodal

Un shogunat en crise¹

C'est une image d'Épinal, mais le Japon est le pays des samourais. Voilà qui semble justifier l'écriture de ce livre. Une classe de guerriers naît au Japon pendant l'époque dite de « Heian » (794-1185), cette période de l'« Antiquité japonaise » qui voit les familles aristocratiques se métamorphoser en une noblesse de cour (*kuge*) détachée du métier des armes. Afin d'assurer l'ordre autour de la capitale et dans ses domaines fonciers, celle-ci a recours à des serviteurs. C'est l'origine du mot « samourai », qui vient du verbe japonais *saburau*, « servir ». Ces hommes de main méprisés en raison de la souillure du sang qu'ils versent prennent de l'importance au point de s'emparer du pouvoir à la fin du XII^e siècle.

À la différence de ce qui s'est passé dans l'Occident médiéval, l'ancienne aristocratie japonaise ne fusionne pas avec la nouvelle classe guerrière. Elle conserve la légitimité de gardienne de culture, et ce sont d'ailleurs des branches cadettes de la famille impériale qui sont à l'origine des familles guerrières les plus prestigieuses, les diverses branches des familles Taira et Minamoto. C'est parmi ces dernières que l'on trouve les lignées qui s'affrontent pour le pouvoir à la fin de l'époque de Heian, lors d'un conflit qui marque l'histoire japonaise en posant les bases d'une nouvelle société. À la manière de la *Chanson de Roland*, de la littérature arthurienne ou des sagas islandaises, une œuvre littéraire, le *Heike monogatari*, illustre l'essor de cette nouvelle culture en rupture avec tout ce qui avait fait la civilisation raffinée de l'ère précédente².

L'aristocratie de cour avait fondé ses valeurs religieuses et morales sur le rejet de la souillure, et notamment de la mort et du sang. Or les guerriers ont pour fonction première de décharger les nobles des tâches violentes qui, tout en étant nécessaires au maintien de leur suprématie, leur font horreur. Au sein d'une société dominée par les nobles de cour, les guerriers étaient plongés dans une contradiction mortelle qui les maintenait à la marge de la société. C'est pour cette raison que, prenant les rênes du pouvoir politique,

ils édifient une société fondée sur de nouvelles valeurs, et notamment sur le culte de l'exploit guerrier³. Aux nobles à la culture sophistiquée fondée sur l'évitement de la mort et du sang, les guerriers opposent la culture du sacrifice dont l'aboutissement ultime est le suicide par éviscération, le *seppuku* (appelé *hara-kiri* en Occident)⁴. L'on peut affirmer sans exagération que c'est l'obligation de se donner la mort par le *seppuku* qui distingue le guerrier japonais du reste de la population.

Ils instaurent un nouveau type de gouvernement fondé sur la force militaire : le *bakufu*, terme qui signifie textuellement « gouvernement sous la tente », dont le dirigeant est le *sei.i.tai. shôgun* [général en chef contre les barbares], abrégé en *shôgun*. Ce terme désigne, à l'origine, un chef militaire qui se voit déléguer des pouvoirs étendus pour soumettre les peuples « barbares » (*emishi*) de la périphérie. À partir de la fin du XII^e siècle, le *shôgun* exerce le pouvoir politique et militaire qu'il reçoit de l'empereur, sa fonction devenant permanente et héréditaire. Le *bakufu* désigne donc un régime dominé par la classe des guerriers, avec à sa tête un dirigeant issu d'une famille guerrière prestigieuse. Néanmoins, la légitimité politique du nouveau régime reste attachée à l'empereur, le *shôgun* devant être investi par celui-ci. En outre, si l'aristocratie de cour – essentiellement formée par les différentes branches de l'antique famille Fujiwara – n'a plus de pouvoir politique, elle n'en garde pas moins un prestige culturel sans rival en tant que génitrice et gardienne de la culture classique.

À la veille de son ouverture, en 1853, le Japon est dominé par le troisième shogunat de son histoire, celui d'Edo, fondé en 1603 après ceux de Kamakura (1185-1333) et Muromachi (1336-1573). Une parenthèse de trois ans, de 1333 à 1336, voit une tentative de restauration du pouvoir impérial sous l'égide de l'empereur Go-Daigo, mais le refus de celui-ci d'accepter l'évolution de son temps marquée par la suprématie de la classe guerrière entraîne son échec. Il restera de cette aventure sans lendemain un rêve de retour à l'ordre de l'Antiquité où l'empereur régnait en paix entouré d'une aristocratie raffinée, ainsi que le souvenir de l'épopée tragique du guerrier Kusunoki Masashige, qui s'était battu jusqu'à la mort pour son souverain plutôt que de défendre les intérêts de sa classe.

À l'issue de décennies de conflits intestins, Tokugawa Ieyasu, fondateur du troisième et dernier shogunat, s'impose en remportant la bataille de Sekigahara (1600) grâce à une puissance militaire de premier ordre. Ajoutant à leur art du combat et au meilleur acier du monde, les Japonais avaient appris des Européens à fabriquer arquebuses, canons, armures en métal et fortifications. Ainsi, lorsque le troisième *shôgun*, Iemitsu, décide de limiter drastiquement les contacts avec l'Europe chrétienne aux seuls Néerlandais

confinés sur l'îlot de Dejima à Nagasaki, ainsi que de proscrire totalement le christianisme, l'immense empire espagnol, implanté aux Philippines voisines, ne peut que renoncer. La puissance militaire du shogunat lui permet alors, non seulement de maintenir la paix à l'intérieur contre toute principauté rivale qui aurait des idées de revanche, mais aussi de tenir en respect, tant les Mandchous – qui avaient conquis la Chine en 1644 – que les puissances européennes⁵.

Qu'en est-il de la marine ? Bien qu'insulaire, le Japon n'a pas de tradition navale ancienne. Au Moyen Âge, les forces navales se résument au terme de *suigun* [armée aquatique], c'est-à-dire des forces éparses, constituées de guerriers à bord de frêles esquifs passant du commerce à la piraterie et qui, occasionnellement, se mêlent aux luttes politiques entre les domaines féodaux, s'alliant à l'un ou à l'autre, mais se montrant toujours jalouses de leur indépendance. Elles n'entrent vraiment dans l'histoire qu'à l'occasion de la guerre civile qui voit l'instauration du premier régime shogunal – celui de Kamakura (1185-1333) – en permettant à Minamoto no Yoshitsune d'abattre la famille Taira lors de la bataille décisive de Dan no ura (1185).

Au XIV^e siècle apparaissent les *wakô*, des pirates d'abord originaires des régions côtières de l'ouest du Japon, puis mêlés de Coréens et de Chinois, qui lancent des raids le long des côtes coréennes et chinoises⁶. Il ne s'agit toutefois pas de véritables forces navales. Lorsque les armées de Toyotomi Hideyoshi envahissent la Corée en 1592, puis en 1597, afin de conquérir la Chine, elles échouent parce que leurs lignes de communication sont coupées par les navires-tortue de l'amiral Yi Sun-sin⁷. En 1635, le shôgun Iemitsu interdit aux Japonais les voyages vers l'étranger et la construction des navires de grande taille, limitant ainsi leur usage au cabotage. Les progrès de la technologie navale sont coupés net pour plus de deux siècles.

Au début du XIX^e siècle, le bakufu a perdu l'essentiel de sa vigueur militaire, après deux siècles de paix. Les guerriers n'ont plus grand-chose en commun avec ce qu'ils étaient à l'époque de la guerre civile. Si certains points les rapprochent de l'aristocratie européenne, ils s'en distinguent par leur nombre – ils représentent pas moins de 5 % de la population japonaise, contre 1 % pour la noblesse en France à la veille de la Révolution – et leur rôle central dans l'administration du pays. Les règles de filiation sont, certes héréditaires, mais il n'y a pas de registre des guerriers à la manière de l'Ancien Régime français. Surtout, le statut de guerrier est lié à la fonction de serviteur d'un seigneur, et peut être perdu à tout moment si le domaine est supprimé par le shôgun. Les samouraïs sans maître, les fameux *rônin*, sont des figures romantiques du théâtre de l'ère d'Edo et des fictions télévisées jusqu'à aujourd'hui, notamment à travers l'histoire des quarante-sept *rônin* d'Akô, entrés dans la

culture populaire grâce au théâtre *kabuki*, puis à un nombre incalculable de films et de séries télévisées. Tout guerrier devant servir un seigneur, devenir *rônin* constitue une condition sociale intenable, et c'est pour cette raison qu'ils finissent tous par disparaître des rangs de la classe guerrière.

Jusqu'au début de l'ère d'Edo, le statut de samouraï est lié à la possession d'une arme, et la frontière avec les autres classes, notamment celle des paysans, n'est pas nette en ce qui concerne la strate inférieure de cette classe. Ainsi, certaines personnes peuvent être tout à tour, au gré des circonstances, guerrier ou paysan. C'est notamment le cas de la piétaille que constituent les *ashigaru* (textuellement « pieds légers »), catégorie de guerriers légèrement armés dont la frontière avec la paysannerie n'est pas claire et qui constituent notamment le gros des compagnies d'arquebusiers qui jouent un rôle central dans la seconde moitié du xvi^e siècle. Toyotomi Hideyoshi, issu de cette catégorie, cherche alors à séparer clairement l'ordre guerrier de la paysannerie en lançant une « chasse aux sabres » (*katanagari*) en 1588.

Après 1600, avec la paix revenue et les contrôles tatillons exercés par le pouvoir, la séparation entre paysans et guerriers devient plus nette et ces derniers se métamorphosent en fonctionnaires dont le sabre est plus un symbole de leur suprématie qu'une arme. Il faut dire que les guerriers japonais avaient toujours accordé une grande importance à la plume, en raison de l'admiration qu'ils entretenaient pour les nobles de cour. Ainsi, la théorie de l'historien arabe du xiv^e siècle Ibn Khaldoun sur le déclin des dynasties d'origine guerrière après leur prise de pouvoir s'avère largement pertinente dans le cas du Japon. En revanche, la reprise en main du pouvoir politique ne peut se faire au Japon par l'arrivée d'un groupe d'origine étrangère, à la manière des Turcs ou des Berbères du monde arabe, mais par une réorganisation interne du pouvoir⁸.

En 1837 éclate à Osaka un incident qui révèle l'ampleur du déclin de la capacité militaire du régime et contribue à miner son prestige⁹. Un guerrier membre de la police shogunale, Ôshio Heihachirô, mène une rébellion contre le pouvoir central en raison de l'incapacité de celui-ci à faire face à la famine qui sévit depuis plusieurs années¹⁰. Adeptes du néoconfucianisme du penseur chinois Wang Yangming (1472-1529), il a adopté la maxime selon laquelle pensée et action ne font qu'un. Le confucianisme est en effet une épée à double tranchant, car s'il permet de fonder idéologiquement le pouvoir des Tokugawa au début de l'ère d'Edo par son conservatisme social fondé sur le respect envers le père et le suzerain, il permet également à ses opposants de trouver une justification à leur action au moment où le régime ne semble plus à même de remplir sa tâche de protecteur du peuple¹¹. Si la révolte rassemble peu de monde et est mal préparée, les maigres troupes levées pour

l'occasion par les représentants du bakufu à Osaka se couvrent de ridicule et dévoilent à l'ensemble du pays la décrépitude dans laquelle est tombée la puissance militaire du régime.

L'incident n'est ni isolé ni purement symbolique : il s'agit de la révélation au grand jour d'un phénomène qui est devenu apparent au siècle précédent et s'accélère avec l'entrée dans le XIX^e siècle. L'ordre des guerriers, supposé être au sommet d'une hiérarchie sociale rigide imposée par le shogunat, est alors en pleine crise. Un peu à la manière de la noblesse en France à la veille de la Révolution, les strates inférieures de l'ordre connaissent une paupérisation accélérée, alors que la classe marchande, censée être au bas de la hiérarchie confucéenne, est en pleine ascension.

En outre, la transformation en bureaucrates des guerriers les éloigne de plus en plus du métier des armes, pourtant justification idéologique de leur statut social. Non seulement ils prennent de moins en moins le temps de s'entraîner au maniement du sabre, de la lance, du mousquet et à l'équitation, mais ils ne possèdent parfois même plus d'équipement en bon état et de cheval, quand ils n'ont pas tout simplement déposé leur sabre au prêteur sur gages. Les techniques de combat sont devenues des arts martiaux codifiés, de plus en plus éloignés de la réalité du combat, et les guerriers sont loin de tous les pratiquer sérieusement. En 1807, le savant spécialiste de médecine occidentale, Sugita Genpaku, écrit ceci à leur propos : « Sur dix samourais, six ou sept sont comme des femmes. Leur esprit est mauvais, semblable à celui des marchands » ; « ils ne peuvent tirer une flèche à plus d'un demi-mètre et ne peuvent rester en selle, même si leur monture est plus proche de la taille d'un chat que de celle d'un cheval »¹².

On s'aperçoit ainsi qu'ils sont souvent incapables de faire face aux révoltes de paysans ou d'artisans qui prennent le dessus. En outre, un relâchement des cadres juridiques entraîne un certain affaiblissement de la frontière entre les guerriers et les autres ordres, le passage dans la classe des guerriers devenant plus aisé. Ainsi, certains membres des autres ordres sont parfois autorisés à porter le sabre. C'est notamment le cas de l'un des futurs grands personnages du monde économique de l'époque Meiji, Shibusawa Eiichi, qui est élevé comme un guerrier alors qu'il fait partie de la strate supérieure de la paysannerie¹³.

Le pouvoir shogunal et les principautés prennent conscience de la situation et cherchent à en tirer les leçons. Ce moment coïncide avec la victoire écrasante du Royaume-Uni sur la Chine lors de la guerre de l'Opium (1839-1842)¹⁴. Devant ce qui constitue une révolution dans l'ordre qui prévalait en Asie orientale, les dirigeants japonais, tant à Edo que dans les provinces, tournent leur regard vers les spécialistes de l'Occident qui tirent leurs

connaissances des études néerlandaises¹⁵. Mais peu d'entre eux acceptent d'écouter les avertissements de Cassandre.

Dès la fin du XVIII^e siècle, ces derniers tentent néanmoins d'attirer l'attention du pouvoir sur la menace potentielle que font peser sur le Japon les pays occidentaux. L'alarme face à cette menace est sonnée à la suite d'un incident provoqué par un aventurier hongrois, Maurice Beniowski. Déporté par la Russie dans la péninsule du Kamtchatka pour son rôle dans la résistance polonaise, il s'évade, en 1771, à bord d'un navire et arrive finalement dans la région de Tokushima, au Japon. Là, il envoie une série de lettres au directeur du comptoir néerlandais de Deshima pour le mettre en garde contre une prétendue préparation d'invasion russe du Japon. Bien que la Russie n'ait alors ni l'ambition ni la capacité pour mettre en œuvre un tel dessein, cette lettre met en alerte le shogunat. Les informations recueillies ensuite à Ezo et les prises de contact avec des marchands russes – que les Japonais nomment alors « Aïnous rouges » – suffisent à écarter cette crainte, mais la perspective d'une invasion fait son chemin dans les esprits de certains intellectuels.

Hayashi Shihei, un guerrier de Sendai, est une seconde Cassandre. En 1791, il est emprisonné pour avoir rédigé deux ouvrages sur la défense maritime du Japon, avoir mis en garde contre la menace russe et critiqué l'effacement de la séparation entre les guerriers et les membres des autres classes, cause selon lui du déclin militaire du pays¹⁶. Outre la Russie, il alerte également sur la Chine, alors contrôlée par les Mandchous qu'il est aisé de comparer aux Mongols qui avaient envahi le Japon au XIII^e siècle. Bien que prématurées, les craintes que nourrit Hayashi ont un caractère prémonitoire, dans la mesure où elles mettent en garde quant à trois réalités relatives au Japon : son caractère insulaire, sa quasi-absence de marine pour défendre ses côtes et le retard pris vis-à-vis de l'Europe en matière de technologie militaire.

La question de la technologie militaire est posée à la même époque par deux précurseurs, Takashima Shûhan et son disciple Egawa Hidetatsu. C'est auprès des Néerlandais qu'ils étudient l'artillerie européenne, notamment en important des Pays-Bas des pièces modernes. Ils tentent d'encourager le shogunat à moderniser son armement, mais rencontrent une vive opposition des milieux conservateurs. Ces efforts resteront insuffisants et les canons disposés à Odaiba échoueront à dissuader les navires de Perry d'approcher. La technologie des hauts fourneaux se répand néanmoins, notamment au sein des principautés de Morioka, Saga et Satsuma, toutes trois « principautés extérieures » (*tozama*), c'est-à-dire originellement ennemies des Tokugawa¹⁷.

Le premier pays européen à tenter d'ouvrir les portes du Japon est donc la Russie¹⁸. Après avoir atteint l'océan Pacifique à la fin du XVII^e siècle, celle-ci étend sa main en direction de l'île d'Ezo – l'actuelle Hokkaidô –, encore mal

contrôlée par les Japonais. Malgré sa fermeture officielle aux relations avec les pays chrétiens, les frontières maritimes septentrionales du Japon sont poreuses dès cette époque, notamment avec l'arrivée de marins japonais qui échouent sur les côtes du Kamtchatka. Dès 1702, Vladimir Atlassov, conquérant de cette péninsule, rencontre un marin japonais du nom de Dembei, qu'il envoie à Saint-Pétersbourg. Présenté à Pierre le Grand, il est chargé des premiers enseignements de langue japonaise en Europe¹⁹. L'école subsistera grâce à l'arrivée régulière de Japonais échoués sur les côtes de l'Extrême-Orient russe, mais sans connaître d'essor particulier. Des contacts sporadiques se poursuivent durant tout le XVIII^e siècle, mais les régions qui bordent la mer d'Okhotsk sont, jusqu'à la dernière décennie du siècle, tant pour la Russie que pour le Japon, des marges inhospitalières où ne s'aventurent guère que des aventuriers venus commercer avec les populations indigènes, les Aïnous.

En 1788, un caboteur japonais sous le commandement d'un marchand, Daikokuya Kôdayu, dérive jusqu'aux îles Aléoutiennes, alors sous suzeraineté russe. Daikokuya y fait la rencontre de Barthélemy de Lesseps, membre de l'expédition de La Pérouse²⁰. Trois ans plus tard, il est reçu en audience par l'impératrice Catherine II. Il ne reçoit l'autorisation de rentrer au Japon qu'à la condition de remettre une carte indiquant l'emplacement des forteresses de son pays. En 1792, Adam Laxman est dépêché au Japon pour le remettre, lui et ses deux compagnons encore en vie, aux autorités japonaises²¹. Le shogunat se montre prudent, allant jusqu'à admettre l'accueil de principe d'un navire russe à Nagasaki, mais il ne concède rien quant à la fermeture du pays. La réponse shogunale faite à Laxman constitue la première expression officielle destinée à un pays étranger de ce qui sera appelé ensuite *sakoku*, c'est-à-dire « politique d'isolement », et cette expression mettra le bakufu en porte-à-faux lorsque les grandes puissances l'obligeront à ouvrir ses portes à partir de 1853.

De septembre 1804 à avril 1805, un ambassadeur de Russie au Japon est nommé, Nikolai Rezanov. Celui-ci utilise l'autorisation qu'avait reçue Adam Laxman pour entrer dans le port de Nagasaki où il attend, pendant six mois et en pure perte, une réponse du shôgun à sa demande d'ouverture de relations commerciales. Le bakufu considère d'ailleurs la menace russe avec tellement de sérieux qu'il prend le contrôle direct d'Ezo en 1807, région auparavant administrée par ses vassaux de la maison Matsumae. Une politique d'assimilation des indigènes aïnous est mise en place et des missions d'exploration sont envoyées à Sakhaline et dans les îles Kouriles. La Russie fait ensuite une pause dans son expansion en direction de l'Extrême-Orient, notamment en raison des guerres napoléoniennes²².

La menace se déplace ensuite vers le sud. Anticipant l'arrivée de navires étrangers à la suite de la guerre de l'Opium, le réformateur shogunal Mizuno Tadakuni (1794-1851) abroge l'édit ordonnant de faire feu sur les navires étrangers le 29 août 1842. Il s'agit, alors que des nouvelles alarmantes arrivent de Chine, d'empêcher que des incidents n'éclatent avec une ou plusieurs puissances occidentales. Le gouvernement est en effet bien conscient de son infériorité militaire. Deux ans plus tard, une lettre du roi des Pays-Bas, Guillaume II, est adressée au shôgun par l'intermédiaire de la délégation néerlandaise à Nagasaki, mais les conservateurs au sein du régime font échouer une proposition d'ouverture commerciale.

Or le temps presse car des navires occidentaux approchent des côtes japonaises et tentent d'entrer en contact. Pendant les guerres napoléoniennes, le Royaume-Uni profite de l'occupation des Pays-Bas par la France pour s'emparer de nombreux territoires néerlandais. Ainsi, en occupant Ceylan, il s'assure du contrôle de l'océan Indien, puis du passage vers le Pacifique après avoir pris Malacca. Des navires de la Royal Navy visitent les Ryûkyû dès 1816 et, en 1818, un bâtiment entre dans la baie d'Edo. En 1845, un navire britannique ose entrer dans le port de Nagasaki²³. Le domaine de Satsuma avait envahi le royaume des Ryûkyû en 1609 pour le placer sous la suzeraineté du shogunat²⁴. Afin d'éviter tout conflit avec la Chine, cette mise sous tutelle était restée très discrète. Elle n'en était pas moins utilisée par Satsuma pour entretenir des relations commerciales avec la Chine, en dehors du contrôle direct du bakufu. Satsuma a néanmoins besoin de la permission du shogunat pour entretenir des relations avec l'étranger *via* les Ryûkyû, et l'obtient finalement²⁵.

La France n'apparaît en Extrême-Orient qu'à partir des années 1840. C'est sous l'impulsion de François Guizot, en collaboration avec le supérieur de la Société des Missions étrangères de Paris, qu'une présence française commence à s'établir dans la région²⁶. Les Français arrivent à Naha, capitale des Ryûkyû, dès 1844, où, malgré le refus du royaume de nouer des liens diplomatiques, l'amiral Jean-Baptiste Cécille parvient à installer deux interprètes, dont le prêtre Théodore-Augustin Forcade de la Société des Missions étrangères.

L'arrivée des Français cause à la fois de l'anxiété et une réaction opportuniste de la part de Satsuma. Son seigneur, Shimazu Nariakira, propose au bakufu que Satsuma établisse des relations commerciales avec la France de la manière dont le domaine commerce déjà avec la Chine²⁷. Il s'agirait ainsi pour lui de jouer un rôle de sas entre le Japon et l'Occident, évitant ainsi au pouvoir central de prendre la responsabilité d'une ouverture. Le bakufu accepte la proposition de Satsuma, mais lui demande de garder le secret.

Les Français, sous le commandement de l'amiral Cécille, échouent à faire signer au royaume des Ryûkyû un traité de commerce en 1846. Alors que Nariakira prend les mesures nécessaires pour établir des liens avec eux, les Français ne saisissent pas l'occasion. Ignorant l'existence de Satsuma – les Ryûkyû cachent son existence en parlant d'une « île de Tokara » – et déçus par ce que peuvent leur apporter les Ryûkyû, Cécille et Forcade quittent le royaume pour Nagasaki, où ils se voient refuser l'autorisation de débarquer. Les Français manquent ainsi l'occasion de lier avec le Japon une relation diplomatique, et s'effacent après 1848²⁸.

Les principaux rivaux des Britanniques sont les Américains. Ils regardent vers le Pacifique dès la fin du XVIII^e siècle, tout d'abord pour la chasse à la baleine. Les ports de Nouvelle-Angleterre dominent alors cette activité, tandis que les populations de baleines déclinent dans l'Atlantique. Entre 1797 et 1809, pas moins de huit navires américains, sous pavillon des Pays-Bas, profitent du blocus exercé par les Britanniques contre les colonies néerlandaises à l'occasion des guerres avec la France pour faire escale dans le port de Nagasaki. En 1837, un navire américain, le *Morrison*, fait escale à Naha, entre dans la baie d'Edo, puis dans celle de Kagoshima. Tant devant Edo que devant Kagoshima, les batteries côtières ouvrent le feu, sans parvenir à le repousser. La présence américaine s'intensifie à la fin des années 1840 avec l'arrivée de nombreux baleiniers dans les eaux entourant le Japon²⁹.

C'est aussi à cette époque que Ranald MacDonald, un aventurier métis – fils d'un Écossais et d'une Amérindienne chinook –, passe plusieurs mois au Japon entre 1847 et 1848. Il y enseigne les rudiments de l'anglais à Moriyama Einosuke, qui deviendra plus tard l'interprète du shogunat lors des négociations avec les Américains et les Britanniques³⁰.

*Les bateaux noirs*³¹

Le 8 juillet 1853, une escadre américaine sous les ordres du commodore Matthew Perry pénètre dans la baie d'Edo. Perry est porteur d'une lettre du président Millard Fillmore demandant au Japon l'ouverture de relations commerciales. Pour les États-Unis, l'enjeu ne consiste pas seulement à entrer en concurrence avec Britanniques et Français pour l'acquisition de stations permettant le ravitaillement en charbon, mais également d'affirmer la volonté du pays de ne pas laisser le Pacifique aux Européens. En effet, si la doctrine Monroe (1823) prône l'isolationnisme des États-Unis vis-à-vis des affaires européennes et entend faire du continent américain une chasse gardée de ce pays, elle n'interdit en rien une politique active en direction du Pacifique

et de l'Asie³². La victoire des États-Unis sur le Mexique en 1848 leur ouvre grand les portes de l'Ouest américain et les amène à se projeter plus avant vers le Pacifique³³.

L'arrivée de l'escadre est loin d'être une surprise pour le shogunat, ce qui explique sans doute l'absence d'incident. Non seulement le bakufu est au fait des différentes tentatives accomplies depuis plusieurs décennies par la Russie, le Royaume-Uni et la France pour l'amener à ouvrir ses ports, mais les États-Unis prennent soin d'éviter toute panique au Japon. Ainsi, ils veillent à ce que le gouvernement shogunal soit averti de l'arrivée de leur escadre par le truchement des Pays-Bas. En outre, la flotte emprunte un itinéraire long et jalonné d'escales : partant de Norfolk, en Virginie, en passant par Madère, Le Cap, Maurice, Ceylan, Singapour, Macao, Hong Kong et Shanghai, avant d'atteindre l'archipel des Ryûkyû, puis la baie d'Edo.

L'homme fort du shogunat, Abe Masahiro, ne semble pas prêter l'oreille aux nouvelles transmises par les Néerlandais. Il faut dire que ces derniers, en 1838, avaient annoncé à tort l'arrivée d'un navire britannique, cherchant peut-être à effrayer le shogunat afin de renforcer leur position d'intermédiaires. Shimazu Nariakira annonce également le passage d'une escadre américaine aux Ryûkyû et son probable départ pour Edo, mais sans que cela n'alarme le régime. Il faut dire que ce sont la Russie et le Royaume-Uni qu'il craint. Les défenses qui sont mises en place à Uraga, en face d'Edo, ne sont, de toute manière, d'aucune utilité, comme le souligne Sakuma Shôzan qui inspecte les batteries déployées avant l'arrivée de l'escadre américaine. Conscient de son infériorité militaire, le shogunat doit céder. Le commodore Perry peut donc remettre la lettre du président Fillmore aux délégués du bakufu et les avertir qu'il reviendra dans un an pour recevoir la réponse. Il reprend la mer en direction de Hong Kong.

Loin d'être tétanisé par l'arrivée de l'escadre américaine, le shogunat réagit avec célérité afin de préparer ses forces à un possible affrontement. Abe décide aussitôt la fabrication d'armes à feu en ordonnant la construction de manufactures de fusils et abroge les lois limitant la fabrication de canons et de navires de guerre. Il commande aux Pays-Bas, en octobre, des navires de guerre à vapeur et des fusils équipés de baïonnettes. Il ordonne également à la principauté de Mito – sous l'autorité d'une famille cadette des Tokugawa – la construction d'un chantier naval. Face au manque d'acier, on ordonne de faire fondre les cloches des temples. Cependant, le manque de techniciens et d'une base économique moderne rend ces efforts inutiles. La décision prise de construire des aciéries et de recruter des spécialistes étrangers est trop tardive pour donner des résultats d'ici le retour de Perry. Il faut donc recourir aux importations.

La modernisation des forces armées n'est pas seulement une question d'armement, mais également d'organisation. Pour résister aux armées occidentales et écraser les rébellions qui menacent d'éclater, le shogunat doit bâtir des forces modernes, et notamment une infanterie rompue au manie-ment du fusil. Or le système féodal représente un obstacle majeur. La créa-tion d'une véritable armée nationale nécessite la fondation d'un État-nation moderne, mais ce processus ne peut se réaliser du jour au lendemain.

Le Japon ne constitue en rien une exception parmi les pays non occiden-taux, puisqu'il prend la suite de plusieurs États qui ont adopté le système militaire européen. Ces politiques constituent souvent un point de départ du chemin qui mène vers l'État-nation et l'économie moderne, ainsi qu'une de leurs principales conséquences. Bien avant le Japon, la Russie de Pierre le Grand, l'Égypte de Méhémet Ali, l'Empire ottoman de Mahmoud II, ou encore le Pendjab de Ranjît Singh avaient lancé leurs pays respectifs sur la voie de la modernité militaire, tout en pressentant la nécessité de fonder cette modernité sur des bases économiques, technologiques, politiques et juridiques solides. Des politiques volontaristes avaient été mises en œuvre dans divers domaines, du vêtement à l'armement, en passant par l'instruction et, surtout, les institutions militaires. Ainsi, Pierre le Grand avait liquidé les streltsy, Méhémet Ali les mamelouks et Mahmoud II les janissaires.

À l'exception, dans une certaine mesure, de la Russie qui, il est vrai, était moins éloignée culturellement de l'Europe occidentale, ces élans réfor-mateurs avaient souvent buté sur des réalités sociales, politiques, cultu-relles, mentales qui en avaient limité la portée ou les avaient fait périlcliter. Cependant, le Japon réussira au-delà de toutes les espérances et en un temps record. Ce sera, certes, au prix, d'une guerre civile et d'un certain nombre de révoltes.

L'image que l'on a du Japon après 1853 est celle d'une modernisation tellement subite et radicale qu'elle en serait extraordinaire, miraculeuse. Or rien n'est moins vrai. Certes, les succès qu'elle enregistre sont tout à fait remarquables, surtout si l'on considère les difficultés rencontrées par d'autres États dont les efforts sont moins couronnés de succès : Empire ottoman, Perse, Égypte, Siam, Corée, Chine. Mais si le processus de modernisation accélérée poursuivi par le Japon semble brûler les étapes, c'est parce que ce pays n'en est pas à son galop d'essai. Le Japon est, en effet, un élève précoce. L'occidentalisation des forces armées n'y a pas commencé au xix^e siècle, mais trois siècles plus tôt. Elle trouve son point de départ dès la seconde moitié du xvi^e siècle, sous la conduite d'Oda Nobunaga, puis de Toyotomi Hideyoshi, par une évolution dans le sens d'une suprématie de bataillons d'infanterie équipés d'armes à feu.

Cependant, le retour de la paix au xvii^e siècle et la consolidation d'un système féodal fondé sur les principautés qui avaient survécu aux troubles, avaient vu la fin de cette évolution. Pour parvenir à bâtir une armée moderne, le shogunat doit, au milieu du xix^e siècle, supprimer le système des ordres, fondement du système féodal dont il tire sa légitimité.

Face à une situation désespérée, le bakufu consulte les principautés – y compris ses anciennes ennemies, les tozama – et la cour impériale. Pour le pouvoir, la contradiction semble impossible à résoudre : son rôle consiste à protéger le Japon des barbares, mais résister est une gageure. La situation menace, en outre, de s'aggraver avec l'arrivée d'une escadre russe à Nagasaki sous le commandement de l'amiral Yevfimiy Poutiatine, le 22 août 1853, un mois après le départ de Perry³⁴. L'expansion britannique avec la première guerre de l'Opium et la nouvelle du lancement de l'expédition de Perry poussent en effet Saint-Pétersbourg à relancer son expansion en Extrême-Orient, notamment en ordonnant l'occupation de l'île de Sakhaline. L'on discute alors, au sein du bakufu, de l'opportunité de s'appuyer sur la Russie contre les États-Unis, ou bien de faire alliance avec les deux puissances contre le Royaume-Uni et la France, réputés plus agressifs. Il s'agit alors, dans la veine de la tradition chinoise, d'utiliser des barbares contre d'autres barbares. Poutiatine demande que soit transmise une lettre au shôgun. Ce n'est qu'en janvier qu'il peut entamer des discussions avec des plénipotentiaires venus d'Edo. La Russie demande la clarification de la frontière russo-japonaise, ainsi que l'ouverture de ports. Elle échoue néanmoins. La guerre de Crimée entraîne la fin de l'initiative, Poutiatine quittant Nagasaki le 5 février 1854.

Sept mois après son départ, Perry revient dans la baie d'Edo. Le 31 mars 1854, le « traité de paix et d'amitié entre les États-Unis d'Amérique et l'empire du Japon » (ou traité de Kanagawa) est signé. Il ne s'agit pas encore d'un traité de commerce, mais le Japon doit accepter l'ouverture de deux ports, Shimoda et Hakodate. Le pouvoir s'adresse alors aux Pays-Bas pour intensifier son effort de modernisation de ses forces armées. Dès le 21 août 1854, un navire de guerre à vapeur néerlandais, le *Soembing*, entre dans le port de Nagasaki. Son capitaine, Gerhardus Fabius, remet au shogunat deux rapports pour la formation des marins japonais. Le 20 juillet 1855, vingt-deux marins néerlandais sont engagés par le shogunat en tant qu'instructeurs au sein de la première école navale du pays, le Nagasaki kaigun denshûjo [Centre d'instruction pour la marine de Nagasaki]³⁵. Le 30 janvier 1856, un traité de paix est signé entre les deux pays. Le *Soembing* offert par le roi des Pays-Bas, Guillaume III, au shôgun Iesada est rebaptisé *Kankô-maru*. Il servira de bateau-école jusqu'en 1859, contribuant à la formation d'une

quarantaine d'officiers, dont le célèbre Katsu Kaishû, premier commandant japonais d'un bâtiment moderne. De plus, le bakufu fait construire par les Néerlandais un chantier naval moderne à Nagasaki, où sont construits les premiers navires à vapeur.

Le shogunat n'accorde pas une confiance aveugle aux Néerlandais, transférant le *Kankô-maru* près de la capitale, à Kanagawa. Son équipage se met à pied d'œuvre pour transmettre les savoirs acquis à Nagasaki. Une deuxième mission néerlandaise, forte de pas moins de trente-six hommes, arrive à Nagasaki le 21 septembre 1857. Ne se limitant pas aux choses strictement liées à la navigation, la mission comprend un instructeur de cavalerie et un médecin militaire. De plus, elle enseigne le maniement du fusil Minié. Une aciérie est également mise en construction à partir du 11 novembre 1857 et achevée le 4 mai 1861. Elle deviendra, à l'époque Meiji, un fleuron industriel du groupe Mitsubishi³⁶. La collaboration s'achève cependant au mois de février 1859. Il s'agit de la conséquence de la perte par les Pays-Bas du statut privilégié dont ils avaient bénéficié depuis le début du xvii^e siècle.

Pour le bakufu, les choses se compliquent en effet face à des puissances infiniment plus fortes et entreprenantes. Le 21 août 1856, un bâtiment de guerre américain entre dans le port de Shimoda avec à son bord Townsend Harris³⁷. Le 29 juillet 1858 est signé le « traité d'amitié et de commerce entre les États-Unis d'Amérique et l'empire du Japon » qui établit l'extraterritorialité pour les crimes commis par les Américains sur le sol japonais, inaugurant une longue liste de traités inégaux entre le Japon et les puissances occidentales³⁸. Si la pression exercée par Harris constitue un facteur important dans la décision japonaise de signer le traité, cette dernière est également liée à la volonté d'un homme, Ii Naosuke. Suivant l'exemple des États-Unis, Russes, Britanniques et Français, arguant de la clause de la nation la plus favorisée, réclament à leur tour la signature d'un traité équivalent. Ainsi sont signés : le 19 août, le traité avec la Russie ; le 26, le traité avec le Royaume-Uni ; puis, le 9 octobre 1858, le traité avec la France.

Cette avalanche de traités signés avec pas moins de cinq pays provoque un fort mécontentement à l'encontre d'Ii Naosuke, auquel s'ajoute bientôt une crise de succession à la tête du bakufu provoquée par la mort sans héritier direct du shôgun Iesada. Tant pour imposer cette politique de concession faite aux puissances occidentales que pour le choix du nouveau shôgun Iemochi, Ii Naosuke mène une politique autoritaire qui lui aliène de nombreuses seigneuries, et notamment une branche cadette des Tokugawa, celle de Mito. Il est assassiné le 24 mars 1860 devant la porte Sakuradamon du palais shogunal.

Le shogunat, tout en revenant partiellement sur la politique de répression brutale menée par Ii Naosuke, poursuit néanmoins son œuvre d'ouverture